

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 30 juillet 2020  
Régulièrement convoqué le 22 juillet 2020

Le 30 juillet 2020 à dix-sept heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Chloé CARILLION-PALAYRET, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Pauline CABANE (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), M. Christophe ROISSAC (pouvoir Mme Mathilde CONTAT), Mme Catherine AUTAJON (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

**Excusé(e)s :** Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 2.14 - REMBOURSEMENT PAR L'ÉTAT DE L'INDEMNITÉ AU RÉGISSEUR DE LA POLICE MUNICIPALE

**Monsieur Norbert GRAVES, Conseiller municipal délégué, Rapporteur,** expose à l'assemblée :

L'article 102 de la Loi de finances rectificative pour 2004 prévoit que les communes et les groupements de communes auprès desquels le Préfet a créé une régie de recettes pour percevoir le produit de certaines contraventions, sont tenus de verser au nom et pour le compte de l'État, une indemnité de responsabilité aux régisseurs de police municipale, destinée notamment à compenser leurs charges de cautionnement et d'assurance éventuelle.

À ce titre, la commune de Montélimar s'engage à reverser au régisseur la somme de 110 € qui correspond au montant de l'indemnité couvrant la période du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019 que les services de l'État nous ont versé en date du 23 décembre 2019.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121.29,

Vu l'article 102 de la Loi de finances rectificative pour 2004,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

2.14 - Page 1 sur 2



**DÉCIDE :**

- **DE REVERSER** au régisseur de la police municipale au titre de l'indemnité de responsabilité pour 2018, le montant de 110 €, versé par les services de l'État,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 31 juillet 2020

Pour le Maire, par délégation  
Le Conseiller municipal délégué

Norbert GRAVES

